

Notre syndicat *FO* propose de réunir des assemblées générales dans l'unité sur tous les sites pour faire échec au plan d'ensemble de la Direction

Projet de réorganisation de la Production Automobile dont les salariés subissent déjà les conséquences ...

Projet de création de la Direction Indemnisation ...

Projet d'évolution de l'organisation du marché de l'entreprise ...

Projet d'hébergement et centralisation de la messagerie et des systèmes SAP vers GIBS (Italie) ...

Projet d'extension et prolongation de la phase expérimentale de la supervision des infrastructures à la Direction Infrastructure et support de la DSIO ...

Tous ces projets placent des centaines de salariés devant l'obligation de changer de métier¹.

Et ce n'est que la partie visible de l'iceberg. C'est un plan d'ensemble qui est axé sur la spécialisation des sites, l'industrialisation des métiers de l'assurance, la standardisation des tâches qui permet de tout réduire à des « actes de gestion simple ». C'est la conséquence d'un choix délibéré : le transfert des activités sans les salariés qualifiés.

On aboutit donc à une déqualification généralisée des salariés ...

et à une désorganisation profonde de l'entreprise.

¹ Ces changements de métier entraînent souvent un changement de société qui ne peut être imposé aux salariés. Mais la Direction ne respecte pas les obligations légales ni les décisions de justice.

Ce plan semble calqué sur celui des AGF qui risque de conduire à la suppression de certaines d'emplois. D'ailleurs le responsable RH de ce plan aux AGF est aujourd'hui responsable de l'indemnisation chez Generali. Alors s'agit-il de préparer la mise en commun de moyens entre AGF et Generali pour obtenir des économies d'échelle ? S'agit-il d'autre chose encore ?

On nous dit qu'il faudrait tenir compte du service à la personne (système Borloo) et reconnaître que les métiers de l'assurance sont obsolètes. On nous rabâche ces arguments alors que SERENA, filiale « services à la personne » des groupes MAIF, MACIF, MGEN et Caisses d'Épargne vient d'annoncer un plan de suppressions d'emplois d'un tiers de ses effectifs.

Les salariés de toutes les délégations ainsi que ceux du siège en subissent les conséquences.

Plusieurs syndicats partagent cette analyse. Alors pourquoi ne pas lutter ensemble dans l'unité pour le retrait d'un tel plan ? Pourquoi ne pas s'unir pour revendiquer :

- **Le maintien des activités sur tous les sites**
- **Le maintien de tous les emplois sur tous les sites**
- **Le maintien de tous les sites**
- **La garantie d'aucun licenciement²**
- **La garantie d'aucune déqualification**
- **L'arrêt des externalisations**

Notre syndicat **FO** défend également les revendications d'augmentation générale des salaires de 3 % avec 200 € net mensuel minimum. Afin de permettre l'unité face aux plans de la Direction nous proposons de nous concentrer sur les revendications liées à l'emploi mais, pour notre part, nous ne renonçons pas aux revendications salariales.

Notre syndicat **FO** a proposé aux syndicats qui avaient appelé ensemble à la grève les 29 janvier et 19 mars de prendre dans l'unité une initiative. Nous n'avons pas de réponse à ce jour.

Mais il y a urgence ! Alors nous nous adressons publiquement à tous les syndicats.

Notre syndicat FO propose d'appeler en commun à des Assemblées Générales des salariés sur tous les sites dans les délégations et au siège à Haussmann et Saint-Denis.

Nous rendrons compte à tous les salariés des suites de ces propositions et, en tout état de cause, notre syndicat **FO** prendra ses responsabilités.

² Cette revendication concerne également et tout particulièrement nos collègues en CDD, intérimaires ou prestataires qui sont les premières victimes des suppressions d'emploi et dont les contrats précaires doivent être requalifiés en CDI.